

## Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 30323**

### Intitulé

L'accès à la certification n'est plus possible (La certification existe désormais sous une autre forme (voir cadre "pour plus d'information"))

MASTER : MASTER Domaine : Droit-Economie-Gestion Mention : Droit Pénal et sciences criminelles

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université de Nantes	Président de l'université de Nantes

### Niveau et/ou domaine d'activité

**I (Nomenclature de 1969)**

**7 (Nomenclature Europe)**

**Convention(s) :**

**Code(s) NSF :**

123g Sociologie et travail social ; Sociologie et santé, 128g Droit fiscal ; Droit des affaires ; Droit pénal ; Droit de l'environnement ; Droit de la santé ; Droit de la sécurité et de la défense ; Droit du transport etc, 345t Instruction, plaidoirie, élaboration des documents juridiques et notariaux

**Formacode(s) :**

### Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Le titulaire du diplôme est en mesure, selon la structure et le secteur d'activité, de mener les activités suivantes :

- Elaboration de projets d'actions de prévention de la délinquance, d'actions de sécurité publique
- Suivi de dossier et de contentieux en matière pénale
- Contribution à la recherche scientifique dans le domaine des sciences juridiques et sociales

Analyser une problématique pénale.

Rédiger un compte rendu exploitable par les différents acteurs et décideurs concernés.

Examiner, rédiger et expliquer les différentes procédures judiciaires

Analyser, examiner et interpréter les problématiques liées à la délinquance

Sensibiliser et conseiller un tiers ou une collectivité sur les problématiques liées à la délinquance

Proposer des solutions pour mettre en œuvre des politiques de prévention de la délinquance

Identifier et réaliser les différentes étapes d'une recherche scientifique

Exprimer un point de vue critique après avoir capitalisé des données scientifiques

Rédiger en respectant les procédures et la rigueur de l'écrit scientifique

Collaborer autour d'un projet en s'adaptant aux différents intervenants

Respecter les principes éthiques

Exploiter les outils de référence (papier et numérique) pour trouver une information pertinente et assurer une veille juridique.

Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes

Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif

Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation

Actualiser ses connaissances par une veille dans son domaine, en relation avec l'état de la recherche et l'évolution de la réglementation

Evaluer et s'autoévaluer dans une démarche qualité

S'adapter à différents contextes socio-professionnels et interculturels, nationaux et internationaux

Rédiger des cahiers des charges, des rapports, des synthèses et des bilans,

Communiquer par oral et par écrit, de façon claire et non-ambiguë, en français et dans au moins une langue étrangère, et dans un registre adapté à un public de spécialistes ou de non-spécialistes

Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatique pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information de manière adaptée ainsi que pour collaborer en interne et en externe

*Chaque mention peut être déclinée en parcours (anciennement spécialités) permettant d'acquérir des compétences complémentaires.*

*Pour plus d'information, se reporter aux liens renvoyant sur les sites des différentes universités habilitées/accréditées*

### Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

69 - Activités juridiques et comptables

84 - Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire

85 - Enseignement

94 - Activités des organisations associatives

**Types d'emplois :**

- Magistrats, médiateurs, commissaires et officiers de police, officiers de gendarmerie, des douanes, gradés et agents d'administration pénitentiaire, agents de l'éducation surveillée, de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ).

- Enseignant en droit, dans l'enseignement supérieur ou secondaire.

- Avocat, huissier.

- Cadres dans les entreprises de Banque, Assurance, Sécurité

- Agents de probation ; salariés d'association socio-éducatives.

**Codes des fiches ROME les plus proches :**

K1704 : Management de la sécurité publique

K1904 : Magistrature

K1903 : Défense et conseil juridique

K1902 : Collaboration juridique

K2108 : Enseignement supérieur

**Modalités d'accès à cette certification****Descriptif des composantes de la certification :**

Les modalités du contrôle permettent de vérifier l'acquisition de l'ensemble des aptitudes, connaissances et compétences constitutives du diplôme. Celles-ci sont appréciées soit par un contrôle continu et régulier, soit par un examen terminal, soit par ces deux modes de contrôle combinés.

**Validité des composantes acquises : illimitée**

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Leur composition comprend : - une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements. - des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements
En contrat d'apprentissage	X	Non
Après un parcours de formation continue	X	Leur composition comprend : - une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements. - des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements
En contrat de professionnalisation	X	Leur composition comprend : - une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements. - des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements
Par candidature individuelle	X	Non
Par expérience dispositif VAE prévu en 2002	X	Article R335-8 modifié par décret n° 2017-1135 du 4 juillet 2017- art.3 Ce jury est composé à raison d'au moins un quart de représentants qualifiés des professions, pour moitié employeurs, pour moitié salariés, et de façon à concourir à une représentation équilibrée des hommes et des femmes.

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

**LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS****ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX****Base légale****Référence du décret général :****Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :**

Arrêté du 19 juillet 2017 accréditant l'université de Nantes en vue de la délivrance de diplômes nationaux

**Référence du décret et/ou arrêté VAE :**

- VAE : Code de l'éducation : articles L 613-3 et L 613-4

- **Arrêté du 22 janvier 2014** fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de

licence professionnelle et de master

- Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master, version consolidée au 29 octobre 2015

- Arrêté du 4 février 2014 fixant la nomenclature des mentions du diplôme national de master

- Arrêté du 26 février 2014 modifiant l'arrêté du 4 février 2014 fixant la nomenclature des mentions du diplôme national de master, version consolidée au 29 octobre 2015

**Références autres :**

**Pour plus d'informations**

**Statistiques :**

<http://www.univ-nantes.fr/insertiondiplomes>

**Autres sources d'information :**

<http://www.univ-nantes.fr/formation>

**Lieu(x) de certification :**

Université de Nantes - 1 Quai de Tourville BP 13522 - 44035 Nantes Cedex 1

**Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :**

Faculté de droit et des sciences politiques

**Historique de la certification :**

**Remplacée par la fiche nationale 32278**